



**MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RESTAURATION DES VITRAUX, TRAVAUX CONSERVATOIRES
SUR LES FENÊTRES DU PALAIS DE JUSTICE FORTIA**

MAITRE D'OUVRAGE		COORDONNATEUR SPS
 <p>MINISTÈRE DE LA JUSTICE Liberté Égalité Fraternité</p> <p>Secrétariat général</p> <p>ETAT - Ministère de la justice - DIR SG Sud Est Département de l'immobilier, Immeuble le Praesidium, 350 avenue du club hippique CS 70456 13096 Aix en Provence</p>		 <p>AASCO 62, rue Cesaria Evora 84350 COURTHEZON</p>
ARCHITECTES		
<p>ARCHITECTE MANDATAIRE : FABRICA TRACEORUM SARL d'architecture 280 Boulevard Michelet, Le Corbusier – app. 147 13 008 Marseille contact@fabrica-traceorum.eu tél. 04.91.04.66.36 Céline Girard, <i>architecte mandataire</i>, Marie-Elisabeth Gonnet, <i>architecte chargée d'étude</i></p> <p>ARTEMINE 9 Rue Castillon 83 000 Toulon artemine@free.fr tél. 06.87.82.49.36 Stéphane Périat, <i>économiste de la construction</i></p>		

[Affaire 2024-02-209](#)

PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE

MISES A JOUR			
N° de l'avenant	DATE	INTITULE	Concerne les articles n°
00	11/09/2025	PGC établi depuis le DCE	Doc initiale

SOMMAIRE

ARTICLE 0 - PREAMBULE – FONCTIONNEMENT DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	4
0-1 - OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE	4
0-2 - FONCTIONNEMENT	4
0-3 - DUREE DE CONSERVATION	4
0-4 - TABLEAUX RECAPITULATIFS	4
ARTICLE 1 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX INTERESSANTS LE CHANTIER	5
1-1 - DESIGNATION DE L'OUVRAGE ET DESCRIPTION SOMMAIRE	5
1-2 - MODE DE PASSATION DES MARCHES	5
1-3 - LISTE DES LOTS DES TRAVAUX	5
1-4 - CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX	5
1-5 - PREVISION DES EFFECTIFS ET CATEGORIE DE L'OPERATION	5
1-6 - LISTE DES INTERVENANTS	6
1-7 - LISTE DES ENTREPRISES	6
1-8 – MCA (Matériaux Contenant de l'Amiante) SS3	7
1.8.1 DTA avant travaux	7
ARTICLE 2 - TABLEAUX D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	9
2-1 – MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	10
2-2 - MODALITES D'ACCES AU CHANTIER ET CIRCULATION	11
2-3 - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
2-4 - MESURES D'ORGANISATION PRISES POUR LES SECOURS, L'EVACUATION, RISQUE INCENDIE	14
ARTICLE 3 - TABLEAUX D'ANALYSE DE RISQUES	15
GENERALITES	17
ARTICLE 4 - MESURES GENERALES RELATIVES A LA COORDINATION ET PROTECTION DE LA SANTE	24
4-1 - PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	25
4-2 - PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES	25
4-3 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES DU CHANTIER	26
4.3.1 – DECLARATION PREALABLE	26
4.3.2 – AFFICHAGE OBLIGATOIRE SUR CHANTIER A USAGE DU PUBLIC	27
4.3.3 – SOUS TRAITANCE	27
4-4 - ELECTRICITE DE CHANTIER	28
4.4.1 – TEXTES REGLEMENTAIRES	28
4.4.2 – ECLAIRAGE DES VOIES DE CIRCULATION	28
4.4.3 – INSTALLATIONS PARTICULIERES AUX ENCENITES TRES CONDUCTRICE	28
4.4.4 – UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE	28
4.4.5 – CONTROLE PERIODIQUE - MAINTENANCE	28
4.5 - CANTONNEMENTS	29
4.5.1 - MESURES SPECIFIQUES	29
4.5.2 - LOCALISATION	29
4.5.3 - ACCES AU CHANTIER DEPUIS LE CANTONNEMENT	29
4.5.4 - LOCAUX VESTIAIRES	29
4.5.5 - LOCAUX SANITAIRES	29
4.5.6 - LOCAL REFECTOIRE	29

4-6 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	30
4.6.1 - ETABLISSEMENT DU PPSPS	30
4.6.2 - CONTENU DU PPSPS	31
4.6.3 - TRAME	31
4.6.4 - DIFFUSION DU P.P.S.P.S.	32

ARTICLE 0 - PREAMBULE – FONCTIONNEMENT DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

0-1 - OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé.

0-2 - FONCTIONNEMENT

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint aux autres documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes appelés à intervenir ainsi que par les membres du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d'Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

0-3 - DUREE DE CONSERVATION

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception du bâtiment.

0-4 - TABLEAUX RECAPITULATIFS

Pour faciliter la prise en compte des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le présent P.G.C. comprend des tableaux de deux types principaux :

- 1/ Tableaux d'organisation générale communs à toutes les entreprises intervenant sur le site.
- 2/ Tableau d'analyse de risque lot par lot.

Chaque entreprise traitante ou sous-traitante et chaque travailleur indépendant intervenant sur le site, doit prendre connaissance de l'intégralité des tableaux afin de faciliter l'élaboration de leur P.P.S.P.S. et être averti des conditions d'organisation du chantier.

ARTICLE 1 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX INTÉRESSANTS LE CHANTIER

1-1 - DESIGNATION DE L'OUVRAGE ET DESCRIPTION SOMMAIRE

Le projet concerne les travaux relatifs à la restauration des vitraux et menuiseries bois du palais de justice FORTIA

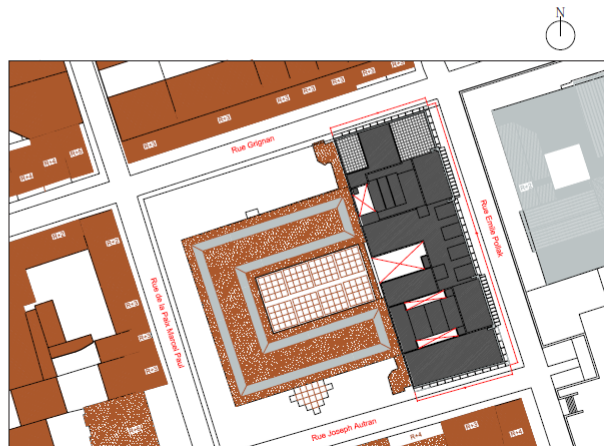
Situé à Marseille situé : 2, rue Emile Pollak dans le 6^{ème}.

PLAN DE SITUATION



Extrait cadastral 2016 - Source : www.cadastre.nov

PLAN DE MASSE



Source : Sébastien Cord, Architecte du Patrimoine

1-2 - MODE DE PASSATION DES MARCHES

Les travaux seront traités en lots séparés.

1-3 - LISTE DES LOTS DES TRAVAUX

Les travaux sont repartis en plusieurs lots, avec une probabilité de sous-traitance.

- Lot N°01 **MENUISERIE BOIS**,
- Lot N°02 - **RESTAURATION DE VITRAUX - FERRONNERIE**,
-

1-4 - CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX

Les travaux débuteront en 2025 pour une durée globale maximale de 8 à 10 mois.

1-5 - PREVISION DES EFFECTIFS ET CATEGORIE DE L'OPERATION

L'effectif maximal est estimé à 15 ouvriers ;

Il s'agit d'une opération de 2^{ème} catégorie.

La déclaration Préalable, est requise

1-6 - LISTE DES INTERVENANTS

QUALITE	NOM / ADRESSE REPRESENTANT	Téléphone
MAITRE D'OUVRAGE	Ministère de la Justice Secrétariat Général / Service de l'Immobilier Ministériel 350 Avenue du club hippique 13100 Aix-en-Provence M. Christian VITALIS Chef de projets au Département de l'immobilier d'Aix-en-Provence Délégation interrégionale Sud-Est - Département de l'immobilier d'Aix-en-Provence	T : 04 42 91 30 70 – P : 06.77.10.66.82 @ : Christian.Vitalis@justice.gouv.fr
ARCHITECTE MANDATAIRE	FABRICA TRACEORUM Architectes du patrimoine associés, mandataires - SARL d'architecture 280, Boulevard Michelet_ Le Corbusier - App. 147, 13008 Marseille	T : 04 91 04 66 36 – @ :contact@fabrica-traceorum.eu @abarchitecture.fr
BUREAU DE CONTROLE	BTP CONSULTANTS Madame COTTE Bertrand - Europarc de Pichaury – Bât C6 - 1330 rue JRG de la Lauzière – CS 50471 - 13592 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3 - Contact :	T : @ : bertrand.cotte@btp-consultants.fr
COORDONNATEUR SPS	AASCO 62, rue Cesaria Evora 84350 COURTHEZON M. Florent FAURE	T : 04 90 28 71 56 P : 06 25 55 29 38

ORGANISMES DE PREVENTION		
C. A. R. S. A. T.	Direction des Risques Professionnels 35, rue George. 13386 MARSEILLE CEDEX 20	T : 36 79 Fabrice BOREL
D.D.E.T.S	Unités de Contrôle (UC) 13-04 55, Boulevard Périer 13415 MARSEILLE CEDEX 20	T : 04 91 57 96 44 @ : ddets-uc4@bouches-du-rhone.gouv.fr
O.P.P.B.T.P.	10, place de la Joliette 13002 MARSEILLE	T : 04 91 71 48 48 F : 04 91 22 66 64 @ : pacacorse@oppbtp.fr

1-7 - LISTE DES ENTREPRISES

La mise à jour des entreprises se fait au travers du registre journal de la coordination.

1-8 – MCA (Matériaux Contenant de l'Amiante) SS3

Lors de travaux de réhabilitation, de rénovation ou de démolition, un dossier technique amiante doit être fourni au coordonnateur SPS.

Nota : les diagnostics amiante réalisés dans le cas d'une cession d'un immeuble ne peuvent en aucun cas être considéré comme un dossier technique amiante.

De même que les dossiers techniques amiantes réalisés avant le mois de novembre 2001, doivent être complétés par une recherche de matériaux fixé par l'arrêté du 02/01/02 ;

1.8.1 DTA avant travaux

Lors de travaux de réhabilitation, de rénovation ou de démolition, un dossier technique amiante doit être fourni au coordonnateur SPS.

Le rapport de repérage des matières amiantées devra être fourni à AASCO. Le document sera archivé au RJC, il devra être remis à toutes les entreprises intervenantes dans le cadre du Projet, lors de la remise du DCE.

Nota : les diagnostics amiante réalisés dans le cas d'une cession d'un immeuble ne peuvent en aucun cas être considéré comme un dossier technique amiante.

De même que les dossiers techniques amiantes réalisés avant le mois de novembre 2001, doivent être complétés par une recherche de matériaux fixé par l'arrêté du 02/01/02 ;

Si certains ouvrages contiennent de l'amiante. Ces matériaux seront retirés dans le cadre d'un PRA (Plan de retrait).

DESAMIANTEUR / PLAN DE RETRAIT :

Pour tous travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante, ces retraits feront l'objet d'un Plan de Retrait de Matériaux Contenant de l'Amiante réalisé par l'entreprise adjudicataire spécialisée, soumis à l'avis de la D.I.R.E.C.C.T.E., de la C.A.R.S.A.T. et de l'O.P.P.B.T.P. Ces organismes disposent d'un délai incompressible de 30 jours pour émettre leurs avis.

L'entreprise transmettra au CSPS les PPSPS et les PDRE. L'ensemble des intervenants seront formés amiante sous-section 3 et détiendront la certification 1552 QUALIBAT.

Il sera présenté au CSPS le PDRE dont les points suivants seront obligatoires :

- ⇒ Consignations des réseaux avant démarrage des travaux en amont (PV de consignations à transmettre au CSPS)
- ⇒ Le cadre réglementaire d'intervention S/S3
- ⇒ L'analyse des risques exportés notamment le positionnement des extracteurs à vérifier, ...etc...
- ⇒ L'analyse des risques importés notamment la condamnation des ouvertures, la mise en place de clôture appropriées, l'installation de la signalisation à tous points du chantier, le balisage ...etc....
- ⇒ La gestion des déchets avec une optimisation de l'évacuation et la limitation du stockage extérieur sur place.
- ⇒ Le DESAMIANTEUR transmettra son PPSPS intégrant le PRA conformément à la Circulaire DRT du 05/11/1998

L'objectif du CSPS est d'éviter la libération de fibres amiantes en partie extérieure du chantier et interdire toute accessibilité jusqu'à la restitution de la zone désamiantée.

Aucune co-activité pendant les opérations de désamiantage.

Conformément à la réglementation, le CSPS veillera à ce que :

L'examen visuel de fin de travaux soit effectué avant l'enlèvement du confinement par un opérateur agréé (cf. – norme NFX 46 021)

Les mesures d'empoussièrement en fin de travaux de l'entreprise soient réalisées (Mesure libératoire – cf./ Décret du 4 mai 2012) et (mesure de « fin de chantier » de l'Entreprise de désamiantage en référence au GA –X-46 033)

Avant la restitution des locaux au MOA, après enlèvement du confinement, un deuxième examen visuel par un opérateur certifié sera réalisé

Une mesure d'empoussièrement de 2^{ème} restitution sera réalisée pour le compte du MOA en référence à la NF EN ISO 16 000-7 et GA X 46 -033.

Un Rapport de Fin de Travaux sera transmis au MOA par l'entreprise de désamiantage.

Si à l'occasion des travaux qu'elle réalise l'entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés NON REPERTORIES, elle est désormais tenue d'en informer le propriétaire, elle en informera également le coordonnateur SPS, stoppera immédiatement ses travaux et prendra toutes mesures conservatoires afin d'interdire toutes émission de fibres d'amiante.

**ARTICLE 2 - TABLEAUX D'ORGANISATION GENERALE DU
CHANTIER**

2-1 – MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

a) Voies et réseaux divers préalables aux travaux

L'accès du chantier pour les entreprises se fera depuis l'accès existant.

b) Cantonnements

Emplacement possible	Dimensionnement	Lot chargé de la mise en œuvre	Entretien / Maintenance	Déplacements éventuels
Sur le site	Pour un effectif de 8 personnes	Lots intervenants	Lots intervenants	Néant

Procédure en cas de litige : Tout différend entre les lots sera arbitré par le Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur S.P.S. et le Maître d'œuvre.

c) Nettoyage du chantier

Chaque entreprise devra journallement faire le nettoyage et l'évacuation des gravois et autres déchets du au fait de son intervention sur le chantier, ainsi que pour les installations de chantier.

La benne à déchets : Non chaque entreprise se charge d'évacuer ses déchets.

Le lot désaminatage créera une zone de stockage tampon hors passage. Les bigs bags seront évacués par camion une fois le pan de retrait terminé.

d) Procédures en cas de litige

En cas de manquement, le coordonnateur, le Maître d'Ouvrage pourront décider de faire procéder au nettoyage et à l'évacuation nécessaire par une entreprise extérieure aux frais de ou des entreprises défaillantes majorés des frais de gestion correspondants.

2-2 - MODALITES D'ACCES AU CHANTIER ET CIRCULATION

a) Clôture du chantier et portail

Sans objet

Description / Localisation	Lot chargé de la mise en place	Entretien / Maintenance
Clôture existante en périphérie du site.	Néant	Néant

b) Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Sera autorisé à pénétrer sur le chantier uniquement le personnel des entreprises figurant sur la liste des intervenants régulièrement tenue à jour.

Toutes les entreprises intervenantes, titulaires ou sous-traitantes devront faire la mise en place et la mise à jour d'un document précisant les noms et prénoms de leurs salariés présents sur le chantier. Ces documents seront en place dans le bureau du chantier.

c) Plan d'installation de chantier

Le Représentant du Maître d'Ouvrage en accord avec la juridiction, met des locaux (pour les besoins de la base vie) à la disposition des entreprises intervenantes.

d) Circulation engin / véhicule

Accès principal au chantier : *Entrée principale du Palais de Justice (l'accès se fait depuis l'entrée principale rue Emile POLLAK et après autorisation donnée par le maître d'ouvrage au PC sécurité).*

e) Circulation piétons interne

Accès principal : accès principal au 2 (pour le tribunal de commerce) et au 6 (pour le tribunal correctionnel) de la rue Emile POLLAK

Les approvisionnement du chantier devront être planifiés auprès du responsable de la Maitrise d'œuvre .

Déplacements	Risques	Phasage	Lots concernés	Mesures de prévention	Lot chargé des mesures de prévention
Accès rue/cantonnements	Heurts/Interférence avec circulation véhicule	Toutes phases	Lot Principale	Cheminement piétons indépendant. Le matérialiser sur le plan d'installation de chantier et sur site.	Lot Principale
Accès cantonnements/zone de travaux	Interférence avec circulation engins, zone de travaux	Toutes phases	Lot Principale	Cheminement piétons indépendant. Le matérialiser sur le plan d'installation de chantier et sur site.	Lot Principale
Autres zones de travaux	Manque d'éclairage	Toutes phases	Lot Principale	Eclairage provisoire	Lot Principale
	Encombrement	Toutes phases		Pas de stockage de matériaux dans les zones de circulation	
	Chute de plain-pied ou d'échelle d'accès	Toutes phases		Mise en place des escaliers Echelles fixées ou sapines	

2-3 - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

RISQUES	LOCALISATION	MESURES DE PREVENTION	A LA CHARGE DE
Circulation	Sur l'ensemble des abords du chantier	Respect des règles de circulation de la zone d'aménagement	Tous les lots

2-4 - MESURES D'ORGANISATION PRISES POUR LES SECOURS, L'EVACUATION, RISQUE INCENDIE

TELEPHONE

EMPLACEMENT : Portables des responsables entreprises sur site

SIGNALISATION :

Par affiche

LOT CHARGE DE SA MISE EN PLACE : Chaque lot intervenant.

ENTRETIEN PENDANT LA DUREE DU CHANTIER : Chaque lot intervenant.

ACCES DES SECOURS – POINT DE RENDEZ VOUS

ENTREE DU CHANTIER Accès principal

Marseille situé :2, rue Emile Pollak dans le 6ème.

LOCAL SOIN OU INFIRMERIE (SI PLUS DE 200 SALARIES)

EMPLACEMENT :

ENTRETIEN :

SANS OBJET

REPARTITION DES FRAIS :

SECOURISTES : DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LES ENTREPRISES POUR ASSURER LA PRESENCE DE SECOURISTE

Une liste de secouriste sera mise à jour par chaque lot intervenant.

Chaque secouriste devra être identifié par le lot d'un autocollant sur le casque

DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

DESCRIPTION DU MATERIEL : Extincteur

LOCALISATION : Dans le Palais de Justice à chaque étage

LOT CHARGE DE LA MISE EN PLACE DE L'ENTRETIEN / MAINTENANCE : La maintenance du site est assurée par FAUCHE.

Sur chantier : lors de la production de points chauds (flammes, découpage, meulage, soudage...).

Chaque entreprise générant des points chauds lors de son activité.

ARTICLE 3 - TABLEAUX D'ANALYSE DE RISQUES

3.1 - MISE EN COMMUN DES MOYENS- PROTECTIONS COLLECTIVES ET ACCES

L'utilisation des protections collectives

Généralités

Deux grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

I. Chaque Entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

Cette coordination doit également éviter qu'une autre Entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place.

Priorité sera donnée aux installations de protection collectives définitives par rapport aux installations provisoires.

Travail en hauteur – Matériels utilisés pour les travaux en élévation

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marche pieds comme poste de travail est proscrite. (article R.4323-63 du Code du Travail)

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Les entreprises utiliseront des nacelles élévatrices pour sécuriser les postes de travail en hauteur.

~~Les entreprises devront utiliser des plates formes individuelles roulantes (PIR ou PIRL), des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chutes de hauteur et de chutes d'objet~~

Risques importés :

Au moment de la rédaction du P.G.C le dossier ne permet pas de connaître la chronologie détaillée d'exécution des différentes tâches de travaux, en conséquence, la nature des risques importés et exportés spécifiés dans les tableaux ci-après résultent d'une chronologie "supposée" par le coordonnateur.

Risques propres :

Les risques propres résultent de la méthodologie et des moyens utilisés par l'entreprise pour l'exécution de ses travaux :

Ces risques et les moyens de prévention seront définis par chaque entreprise dans leur PPSPS et portés à la connaissance du coordonnateur SPS lors de l'inspection commune.

Nota : Les tableaux élaborés ci-dessous décrivent un certain nombre de risques avérés ou probables.

Ces tableaux représentent une aide à la rédaction des PPSPS, ils ne sont pas contractuels.

Seuls les tableaux renseignés dans les PPSPS deviendront le mode opératoire des salariés intervenants.

Les mesures préventives inscrites dans les PPSPS devront être appliquées par les salariés intervenants.

GENERALITES

- Protections collectives et accès :

Les entrepreneurs devront intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail seront protégés par des protections collectives provisoires. Les protections collectives contre les risques de chute de hauteur et de plain-pied sont prioritaires, ainsi que contre les risques de chutes d'objets lors de leur manutention.

Elles seront installées pour chaque lot se chargera de mettre en sécurité son poste de travail

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif de sécurité collectif, à l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement, sous le contrôle et la responsabilité de l'installateur et de la maintenir en état.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle ne pourront être déplacés ou modifiés que par cette dernière.

Au cas où l'entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur désigné a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur de Sécurité/Santé et /ou du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

- Risques importés :

Au moment de la rédaction du P.G.C le dossier ne permet pas de connaître la chronologie détaillée d'exécution des différentes tâches de travaux, en conséquence, la nature des risques importés et exportés spécifiés dans les tableaux ci-après résultent d'une chronologie "supposée" par le coordonnateur.

- Risques propres :

Les risques propres résultent de la méthodologie et des moyens utilisés par l'entreprise pour l'exécution de ses travaux :

Ces risques et les moyens de prévention seront définis par chaque entreprise dans leur PPSPS et portés à la connaissance du coordonnateur SPS lors de l'inspection commune.

Analyse des risques (liste non exhaustive donnée à titre indicatif)

Description des travaux	Risques principaux prévisibles	Mesures de prévention
Démolitions, déposes,	Electrisation	S'assurer de la consignation effective des réseaux existant, notamment électricité, attestation de consignation écrite obligatoire Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Mise en œuvre des protections collectives nécessaires à l'avancement Utilisation d'équipement d'accès en hauteur avec une protection collective intégrée, travail à l'échelle ou sur escabeau interdit
Désamiantage,	Electrisation	S'assurer de la consignation effective des réseaux existant, notamment électricité, attestation de consignation écrite obligatoire Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Mise en œuvre des protections collectives nécessaires à l'avancement Utilisation d'équipement d'accès en hauteur avec une protection collective intégrée, travail à l'échelle ou sur escabeau interdit
Approvisionnement	Lumbago, blessures	Limiter au maximum les manutentions manuelles Adopter des gestes adaptés à la manutention à réaliser Port des protections individuelles adaptées
	Chute de matériaux	Matérialisation de la zone de levage
	Défaillance du matériel de levage ou erreur de conduite	Appareils de levage à jour des vérifications réglementaires et en bon état, conducteur titulaire d'une autorisation de conduite
Terrassements, réseaux enterrés, clôture, portail	Heurt de réseaux Rupture de canalisations	DICT et demande de marquage des réseaux Information du personnel sur la possibilité de présence de diverses canalisations. Finir les travaux de façon manuelle en cas de doute et dans la zone d'approche de moins de 1,50m
	Circulation des engins et camions de chantier Collision	Port de protections individuelles (casques, gilet de sécurité classe II). Etablissement plan de circulation Homme trafic autant que nécessaire Conducteur titulaire d'un Certificat d'Aptitude à la conduite et d'une autorisation de conduite délivrée par le Chef d'Etablissement
	Chute de plain-pied	Matérialisation systématique au droit des fouilles par barriérage, remblaiement à l'avancement Eloignement circulation Port vêtement de visualisation
Enduits, Peinture	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des

	<p>Chute de hauteur</p> <p>Electrification</p> <p>Utilisation de produits classés « dangereux »</p>	<p>vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p> <p>Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation</p> <p>Respect des protections collectives en place</p> <p>Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état</p> <p>Port des protections individuelles adaptées, Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés à prendre en compte, donner préférence à des produits inoffensifs ou les moins dangereux possible</p>
Travaux de Gros Œuvre	<p>Chute d'objets</p> <p>Renversement, instabilité des ouvrages</p> <p>Chute de personnes</p> <p>Risques liés aux appareils de levage</p>	<p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p> <p>Stabilisation des ouvrages ou équipements en phases transitoires (étais, tous d'étalement...)</p> <p>Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation</p> <p>Mise en œuvre des protections collectives à l'avancement (protections contre les chutes, protection des aciers en attente notamment...)</p> <p>Appareil de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, appareils de levage adaptés et en bon état, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p>
Travaux de mise en œuvre d'échafaudages	<p>Encombrement du chantier</p> <p>Chute de hauteur</p> <p>Chute d'objet</p>	<p>Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre</p> <p>Respect du mode opératoire prévu par le fabricant</p> <p>Port des protections individuelles adaptées</p> <p>Réception et l'échafaudage et diffusion aux utilisateurs d'une attestation de conformité (+ copie au Coordonnateur SPS)</p> <p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, installation d'un filet côté rue, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p>
Travaux en façades (briques de parement et ITE)	<p>Approvisionnement</p> <p>Chute de hauteur</p> <p>Chute d'objets</p> <p>Electrification</p>	<p>Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p> <p>Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation</p> <p>Respect des protections collectives en place</p> <p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p>

	Risques liés aux produits utilisés (passivation des aciers, etc...)	<p>Outils électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état</p> <p>Fiches de données de sécurité des produits utilisés à joindre au PPSPS et à prendre en compte</p>
Pose de la charpente	<p>Chute d'objets</p> <p>Chute de personnes</p> <p>Risques liés aux appareils de levage</p>	<p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, échafaudage pourvu d'un filet, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p> <p>Équipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation</p> <p>Appareil de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, appareils de levage adaptés et en bon état, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p>
Pose de la couverture	<p>Chute d'objets</p> <p>Chute de personnes</p> <p>Risques liés aux appareils de levage</p>	<p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, échafaudage pourvu d'un filet, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p> <p>Équipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation : Tour sapine</p> <p>Mise en œuvre des protections collectives à l'avancement (protection périphérique type filet avec lisse rigide et filet en sous-face, ou dispositif assurant un niveau de protection équivalent)</p> <p>Appareil de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, appareils de levage adaptés et en bon état, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p>
Menuiseries extérieures	<p>Approvisionnement</p> <p>Encombrement du chantier</p> <p>Electrisation</p> <p>Chute de hauteur</p> <p>Chute d'objet</p>	<p>Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p> <p>Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre</p> <p>Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement</p> <p>Outil électroportatif, enrouleurs et prolongateurs en bon état et conformes aux normes en vigueur</p> <p>Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives</p> <p>Port des protections individuelles adaptées</p> <p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p>
Serrurerie, métallerie	<p>Approvisionnement</p> <p>Electrisation</p>	<p>Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p> <p>Outil électroportatif, enrouleurs et prolongateurs en bon état et conformes aux normes en vigueur</p>

	<p>Chute de hauteur</p> <p>Incendie</p> <p>Risques liés aux appareils de levage</p> <p>Encombrement du chantier</p>	<p>Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives (échafaudages mobiles, plateformes individuelles roulantes ou nacelle élévatrice)</p> <p>Port des protections individuelles adaptées</p> <p>Equipements à jour des vérifications réglementaires</p> <p>Port des protections individuelles adaptées</p> <p>Travaux par point chaud exécuté dans des zones propres et dégagées au préalable, extincteur à proximité du poste de travail, écran ou bâche ignifugée à prévoir</p> <p>Appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires</p> <p>Conducteur titulaire d'une autorisation de conduite</p> <p>Elingage dans les règles de l'art</p> <p>Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre</p> <p>Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement</p>
Travaux de serrurerie, structure métallique et menuiserie alu	<p>Chute de personne</p> <p>Chute d'objet</p> <p>Incendie</p> <p>Utilisation de produits classés « dangereux »</p> <p>Encombrement du chantier</p>	<p>Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives</p> <p>Protection collective à prévoir sur les planchers créés et à maintenir en place jusqu'à mise en œuvre des protections définitives</p> <p>Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre</p> <p>Port des protections individuelles adaptées</p> <p>Travaux par point chaud exécuté dans des zones propres et dégagées au préalable, extincteur à proximité du poste de travail, écran ou bâche ignifugée à prévoir</p> <p>Port des protections individuelles adaptées, Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés à prendre en compte, donner préférence à des produits inoffensifs ou les moins dangereux possible</p> <p>Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre</p> <p>Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement</p>
Travaux de plâtrerie, faux-plafonds	<p>Approvisionnement</p> <p>Chute de hauteur</p> <p>Electrification</p> <p>Encombrement du chantier</p>	<p>Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite</p> <p>Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation</p> <p>Respect des protections collectives en place</p> <p>Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état</p>

		Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
Travaux de peinture	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place
	Electrification	Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Utilisation de produits classés « dangereux »	Port des protections individuelles adaptées, Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés à prendre en compte, donner préférence à des produits inoffensifs ou les moins dangereux possible
Travaux de menuiserie intérieure	Approvisionnement	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite
	Chute de hauteur	Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation
	Electrification	Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
Revêtements de sols souples	Lumbago, blessures	Limiter au maximum les manutentions manuelles Adopter des gestes adaptés à la manutention à réaliser Port des protections individuelles adaptées
	Intoxication	Choix de produits non dangereux, ventilation des locaux si nécessaire et port de protections individuelles adaptées
Revêtements de sols (Carrelage et faïence)	Bruit, poussière	Choix de matériels le moins bruyant possible, mise à disposition des protections auditives selon seuils réglementaires
	Electrification	Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
	Chute de hauteur	Utilisation d'échafaudage mobile ou plateforme individuelle roulante
Travaux de plomberie, Chauffage, Ventilation	Encombrement du chantier	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement
	Chute de hauteur	

	Incendie Electrisation	Utilisation d'échafaudage mobile ou plateforme individuelle roulante Port des protections individuelles adaptées Travaux par point chaud exécuté dans des zones propres et dégagées au préalable, extincteur à proximité du poste de travail, écran ou bâche ignifugée à prévoir Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état
Electricité	Encombrement du chantier Electrisation Chute de hauteur Chute d'objet	Respect des zones de stockage et du planning validé par le maître d'œuvre Nettoyage et évacuation des déchets à l'avancement Travaux d'ordre électrique réservés exclusivement au personnel habilité Maintien de la fermeture des locaux et armoires à risques de choc électrique Outillage électroportatif, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état Utilisation d'équipements d'accès en hauteur intégrant des protections collectives Port des protections individuelles adaptées Condamnation d'accès au droit des zones de travail en élévation, respect du planning prévu par le Maître d'œuvre
Mise en œuvre des équipements de cuisine	Approvisionnement Chute de hauteur Electrisation	Manutention mécanisée autant que possible, appareils de levage devant être à jour des vérifications réglementaires, personnel titulaire d'une autorisation de conduite Equipement d'accès en hauteur conforme à la réglementation Respect des protections collectives en place Outillages électroportatifs, enrouleurs et prolongateurs conformes aux normes en vigueur et en bon état

Les principes généraux pour gérer les risques liés à la co-activité sont les suivants :

- séparer géographiquement les différents chantiers,
- éviter la circulation à double sens sur les voies de circulation de chantier,
- organiser les circulations en évitant au maximum les passages dans les secteurs en forte activité.

Il conviendra essentiellement de gérer des risques exportés liés aux pollutions atmosphériques et sonores (bruit, poussières, fumées...), et aux circulations internes de chantier.

**ARTICLE 4 - MESURES GENERALES RELATIVES A LA COORDINATION
ET PROTECTION DE LA SANTE**

4-1 - PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.) est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est à dire :

Eviter les risques

Evaluer les risques qui ne peuvent être évités

Combattre les risques à la source

Tenir compte de l'état d'évolution de la technique

- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.

- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants

Prendre des mesures de protection individuelles

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SERA COMPLETE ET ADAPTE PAR LE COORDONNATEUR EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU CHANTIER. IL INTEGRERA AU FUR ET A MESURE DE LEUR ELABORATION EN HARMONISANT LES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.

4-2 - PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

Dispositions du Code du Travail

Art. L4531-1 à L4531-3 Chapitre Ier : principes de prévention.

Chapitre II : coordination lors des opérations de bâtiment et de génie CIVIL

Art. L4532-1 Section 1 : déclaration préalable.

Art. L4532-2 à L4532-7 Section 2 : mission de coordination et coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Art. L4532-8 Section 3 : plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Art. L4532-9 Section 4 : plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Art. L4532-10 à L4532-15 Section 5 : collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Art. L4532-16 Section 6 : interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Art. L4532-17 Section 7 : travaux d'extrême urgence.

Art. L4532-18 Section 8 : dispositions d'application.

Chapitre III : prescriptions techniques applicables avant l'exécution des travaux.

Chapitre IV : prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux.

Art. L4535-1 Chapitre V : dispositions applicables aux travailleurs indépendants.

Dispositions du Code du Travail

Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003

Article R. 4412-1 à Article R. 4412-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Article R. 4321-1 à R. 4321-5 ; R. 4323-6, R. 4323-14 et R. 4323-18 ; R. 4323-22 à R. 4323-28 ;

R. 4323-29 à R. 4323-36, R. 4323-39, R. 4323-40 et R. 4323-44 à R. 4323-49 ; R.4323-53 ; R. 4323-55 ; R. 4323-58 à R. 4323-89 ; R.4323-91 à R. 4323-94 et R. 4323-98 à R. 4323-103.

Dispositions de décrets non codifiés

Décret n° 47-1592 du 23 août 1947 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures particulières de sécurité relatives aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge, étendu aux établissements agricoles par le décret n° 79-709 du 7 août 1979.

Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre III : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

Décret n° 77-949 du 17 août 1977 modifié relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante;

Décret n° 86-269 du 13 février 1986 modifié relatif à la protection des travailleurs exposés au benzène.

Décret n° 88-120 du 1^{er} février 1988 modifié relatif à la protection des travailleurs exposés au plomb métallique et à ses composés

Décret n° 88-448 du 26 avril 1988 relatif à la protection des travailleurs exposés aux gaz destinés aux opérations de fumigation.

Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Décret n° 90-277 du 28 mars 1990 relatif à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Décret n° 95-607 et n° 95-608 du 6 mai 1995 relatifs aux dispositions réglementaires qui disent respecter les travailleurs indépendants.

Arrêté du 5 mars 1993 soumettant certains équipements de travail à l'obligation de faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R.233-11 du Code du Travail.

Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R.233-11 du Code du Travail en ce qui concerne le contenu desdites vérifications.

Arrêté du 24 juin 1993 soumettant certains équipements de travail des établissements agricoles à l'obligation de faire des vérifications périodiques.

4-3 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES DU CHANTIER

4.3.1 – DECLARATION PREALABLE

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif estimé appeler à intervenir, le Maître d'Ouvrage a classé cette opération en 2^e catégorie au sens de l'article R.4532-1 du code du travail. La déclaration préalable, est requise.

4.3.2 – AFFICHAGE OBLIGATOIRE SUR CHANTIER A USAGE DU PUBLIC

Panneau dit de chantier

Ce panneau doit comporter les indications suivantes, avec en plus nom, adresse, téléphone,

caractéristiques de l'opération

Maître d'Ouvrage

Contrôleur technique

Bureau de pilotage

B.E.T.

Ingénieurs-Conseils : spécialité

Entreprises : spécialité

N.B. : L'affichage du nom des entreprises est obligatoire. Art. R.324-1 du Code du Travail.

Pour être visibles, les plus petites lettres doivent avoir au moins 8 cm de hauteur.

4.3.3 – SOUS TRAITANCE

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 2.6.1 du C.C.A.G. et de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

- Pas de sous-traitance du 3^{ème} rang.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître de l'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant son PPSPS un formulaire du présent PGC en précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 8 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir son propre PPSPS.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de les faire agréer par le Maître d'Ouvrage et de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Les mesures définies au présent Plan Général de Coordination sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

En cas de sous-traitance, l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage est l'entrepreneur principal qui fera connaître et agréer ses sous-traitants par le Maître d'Ouvrage. Ceux-ci devront avoir les qualifications requises pour les travaux demandés.

L'entrepreneur est responsable de la bonne application par les entreprises sous-traitantes des dispositions du présent protocole et elle mettra en œuvre, pour ce faire, tous les moyens qu'elle jugera utile.

4-4 - ELECTRICITE DE CHANTIER

4.4.1 – TEXTES REGLEMENTAIRES

Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14 novembre 1988 et de la norme NFC 15.100.

Elles devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

Protection contre les surintensités et court-circuit

- Protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30mA).

Borne de terre pour le raccordement des appareils d'utilisation

Le schéma d'installation sera explicitement détaillé sur le PPSPS de l'entreprise.

4.4.2 – ECLAIRAGE DES VOIES DE CIRCULATION

L'éclairage des voies de circulation, des accès, des postes de travail et l'éclairage général seront conçus de telle sorte à supprimer toutes les zones obscures. Le niveau d'éclairement sera de 40 lux au minimum.

4.4.3 – INSTALLATIONS PARTICULIERES AUX ENCEINTES TRES CONDUCTRICE

Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.

4.4.4 – UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise utilisatrice.

L'installation provisoire du chantier devra notamment être réalisée suivant le décret du 14 novembre 1988. Elle devra être vérifiée par un organisme agréé :

au début du chantier

tous les ans

à chaque modification ou extension

4.4.5 – CONTROLE PERIODIQUE - MAINTENANCE

Le bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité doit être vérifié chaque jour ouvrable, par une personne désignée ; les déficiences constatées doivent être réparées avant la tombée du jour, si l'éclairage naturel est suffisant pour assurer la circulation sans avoir recours à l'éclairage artificiel et, sans délai, dans le cas contraire;

Toute installation électrique générale du chantier doit être maintenue en bon état de fonctionnement par l'entreprise qui l'a installée. Seule cette entreprise reste qualifiée pour effectuer toute remise en état.

Les travaux d'extension ou de modifications de l'installation électrique ainsi que les interventions de dépannage entraînant l'approche des pièces nues habituellement sous tension doivent être réalisés par des électriciens.

4.5 - CANTONNEMENTS

4.5.1 - MESURES SPECIFIQUES

Les cantonnements comporteront des lieux de restauration, des vestiaires, des sanitaires avec douches, et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises. La dimension des pièces faisant offices de cantonnements sera adaptée aux effectifs de pointe en fonction des variations consécutives à la planification des travaux préétablis. Il est rappelé que le personnel intervenant sur le chantier doit utiliser des installations sanitaires, des réfectoires et des vestiaires mis à leur disposition.

4.5.2 - LOCALISATION

Leur localisation sera, dans la mesure du possible, permanente jusqu'à la fin du chantier. Dans le cas où les travaux nécessiteraient un déplacement du cantonnement en place, celui-ci devra être déplacé dans les zones disponibles à proximité des lieux d'intervention.

4.5.3 - ACCES AU CHANTIER DEPUIS LE CANTONNEMENT

L'accès aux postes de travail depuis les cantonnements sera conçu d'une manière à privilégier et à faciliter les déplacements linéaires directs du personnel de chantier, en fonction des différentes contraintes physiques liées à la configuration des locaux et astreinte d'exploitation de l'établissement.

4.5.4 - LOCAUX VESTIAIRES

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25 m au minimum par personne. Ils devront posséder des armoires vestiaires à 2 compartiments.

Ils seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés.

En fonction des variations des effectifs de chaque entreprise pendant le déroulement de l'opération, celles-ci seront amenées à occuper des surfaces de locaux vestiaires plus ou moins importantes et devront, le cas échéant, libérer tout ou partie des surfaces lors de la réduction de leur activité.

4.5.5 - LOCAUX SANITAIRES

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux.

Le nombre de postes d'eau sera défini suivant la base d'un point d'eau chaude et froide pour 5 personnes.

L'eau sera potable et à température réglable.

Il sera prévu des WC à la turque et des urinoirs avec chasses d'eau, sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes. Un WC, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Un passage de 0,80 m au minimum sera aménagé autour de chaque appareil. Les canalisations des cantonnements devront être installées "hors gel".

Les douches (1 pour 20 personnes) comporteront individuellement :

- une porte pleine,
- un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères,
- un rideau de séparation.

4.5.6 - LOCAL REFECTOIRE

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne.

Ce local devra être correctement chauffé, éclairé, aéré et disposé d'un chauffe gamelles électrique, d'un réfrigérateur et d'un évier muni d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude.

4-6 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

4.6.1 - Etablissement du PPSPS

Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants :

Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages

La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant

L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Avant de démarrer toute intervention sur le chantier, ce PPSPS devra être adapté à l'opération considérée.

Pour cela, elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le PPSPS pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes.

L'entreprise du lot principal communiquera son PPSPS à toutes les entreprises des autres lots.

Le PPSPS remplace le plan d'hygiène et de sécurité tel que défini à l'article L.235.3 du Code du Travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976, aujourd'hui abrogée par la loi 1418 du 31 décembre 1993.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe du présent plan général de coordination.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procèdera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les PPSPS à diffuser par le coordonnateur.

Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du PPSPS, de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable procédée sur le chantier.

Chaque entreprise, y compris sous-traitantes, diffusera un exemplaire de son PPSPS au coordonnateur sécurité, via l'entreprise titulaire du marché.

Il doit être conservé par chaque entrepreneur 5 ans après réception des ouvrages.

L'entreprise du lot principal ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du Code du Travail procéderont en supplément, à une diffusion du PPSPS aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent Plan Général de Coordination (article 2.1). Toutes les entreprises tiendront leur PPSPS sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contractant aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation à cette règle serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

4.6.2 - CONTENU DU PPSPS

Le PPSPS de chaque entreprise, y compris sous-traitant, indique sa manière détaillée :

les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner es premiers secours en cas d'urgence
le matériel médical existant sur le chantier
les mesures prises pour assurer dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves
les installations d'hygiène et des conditions de travail et des locaux destinés au personnel sur le site
les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour éliminer les risques propres à ses travaux, ceux découlant du lieu, de l'exploitation et des autres entreprises en décrivant les procédés de construction et d'exécution, les modes opératoires, les matériels, les dispositifs, installations, utilisation de substance en préparation, etc...

Ce document doit être tenu à jour tout le long du déroulement des travaux au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

4.6.3 - TRAME

CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Nom et adresse :

- de l'entrepreneur,
- du responsable de l'exécution, des travaux,
- des sous-traitants, au fur et à mesure de leur désignation
- du rédacteur du plan

- Nature des travaux sous-traités

- Noms et numéro du lot de travaux

- Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointe (dates et durées)

CHAPITRE 2 – SECURITE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

- Analyse détaillée :

- des procédés de construction et d'exécution
- des modes opératoires

- Enumération :

- des matériels de production
- des installations de chantier
- des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération

- Définition des risques prévisibles

- Indication des mesures de prévention choisies :

- protection collective
- protection individuelle (pour l'utilisation des harnais, indication des points d'ancrage)

- Enoncé des conditions du contrôle

- de l'application des mesures de prévention
- de l'entretien et des moyens matériels

4.6.4 - DIFFUSION DU P.P.S.P.S.

- COORDONNATEUR
- Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté, pour avis, par :
 - . le médecin du travail de l'entreprise
 - . les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel
- L'entreprise chargée du gros œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (°) doit communiquer son P.P.S.P.S. :
 - . à l'inspecteur du travail
 - . au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM)
 - . au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
 - . au chantier (disponibilité permanente)

Suivi : Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage
 Liste fixée par arrêté.

***** FIN *****